

Traduction libre de l'article paru dans Apache

Le gouvernement De Croo a fait un don de millions d'euros à l'organisation à but non lucratif Autoworld de Guy Verhofstadt et Herman De Croo

26 maart 2025 door [Tom Cochez](#)



https://apache.be/2025/03/26/miljoenencadeau-autoworld-verhofstadt-herman-decroo?check_logged_in=1

L'asbl Autoworld, avec Guy Verhofstadt (Open Vld) à la tête du conseil d'administration et Herman De Croo (Open Vld) comme président d'honneur, paie au gouvernement belge un bouché de pain pour la location d'une immense salle d'exposition dans le parc du jubilé de Bruxelles. Le gouvernement d'Alexander De Croo a décidé en mai 2024 de prolonger le bail en cours jusqu'en 2041. Et cela malgré un avis négatif de l'Inspection des finances sur ce cadeau de plusieurs millions. Le directeur général d'Autoworld, Sébastien de Baere, fait référence à la « mission culturelle » de l'asbl.

Dans le parc bruxellois de Bruxelles, l'asbl Autoworld exploite un impressionnant musée de l'automobile depuis 1986. En plus d'une collection permanente avec environ trois cents voitures (camions) et motos, il y a régulièrement des expositions temporaires.

Autoworld paie un loyer de base de 80 151,58 euros par an pour le bâtiment de 14 573 mètres carrés depuis 2021

L'asbl loue un bâtiment d'une superficie totale de 14 573 mètres carrés, soit environ deux terrains de football. Le « propriétaire » est la régie des bâtiments, le gestionnaire immobilier du gouvernement fédéral. La valeur d'une si grande surface, dans un décor extrêmement majestueux au cœur de la capitale, est inestimable .

Grâce à la loi sur la transparence de l'administration, Apache a pu découvrir que l'asbl paie un loyer de base de 80 151,58 euros par an à la Régie des Bâtiments pour le bâtiment

depuis 2021. Indexé, cela signifie un prix total de 91 514,37 euros en 2023, soit 7 626 euros par mois.

Extrait du rapport de l'Inspection des finances.

Ce montant est extrêmement faible par rapport au loyer moyen des espaces commerciaux à Bruxelles. Ces loyers sont généralement exprimés en un montant par mètre carré par an.

Le prix des bureaux à Bruxelles est fortement déterminé par l'emplacement. Dans le bord moins cher, il est nettement inférieur à 180 euros par mètre carré par an que dans le centre-ville, où se trouve le musée Autoworld. Les prix vont jusqu'à 300 à 400 euros par mètre carré et par an. Le contraste avec le loyer payé par Autoworld, soit 6,27 euros par mètre carré par an, est énorme.

Le contraste entre le prix de location moyen à Bruxelles et le montant payé par Autoworld est énorme

« Il est particulièrement difficile d'estimer un loyer correct pour de tels bâtiments », déclare un spécialiste bruxellois de la location de locaux commerciaux. « Il s'agit d'un espace très spécifique avec un emplacement très central. Déterminer si ce prix devrait être de 180 ou 400 euros par mètre carré par an n'est pas évident. Mais ce que je peux vous dire avec certitude : un bon montant de 6 euros par mètre carré par an est complètement ridicule. »

Par rapport à un loyer (faiblement estimé) de 180 euros par mètre carré par an, la Direction des bâtiments perd plus de 2,5 millions d'euros par an avec le loyer actuel.

Pratique à prendre

L'asbl Autoworld loue le bâtiment sans interruption depuis 1986. Le loyer que l'ASBL a payé pendant toutes ces années est inconnu. Jusqu'au 1er juin 2021 : ce jour-là, Autoworld et la Direction des bâtiments ont signé un nouveau contrat de neuf ans. Le loyer de base y a été fixé à 80 151,58 euros par an.

Le Trésor belge manque quelques millions d'euros par an

Fin 2023, une demande officielle d'Autoworld a suivi pour ouvrir ce nouveau contrat et prolonger la durée de onze ans, jusqu'à fin mai 2041. La raison invoquée par l'asbl est un investissement prévu de 8 millions d'euros pour donner au musée une nouvelle dynamique. Un contrat de location prolongé devrait donner à Autoworld la possibilité d'amortir le coût de cette rénovation.

Il est pratique de noter que le loyer de base extrêmement bas reste assuré pendant onze ans de plus. Pour le Trésor belge, qui manque quelques millions d'euros par an pendant la même période, c'est moins une bonne nouvelle.

L'ancien gouvernement dirigé par Alexander De Croo (Open Vld) a néanmoins donné son feu vert à la prolongation du contrat en mai 2024, juste avant les élections.

En réponse au journal francophone Le Soir à cette prolongation du contrat, Sébastien de Baere a expressément remercié Mathieu Michel (MR), alors secrétaire d'État responsable de la direction des bâtiments : « Nous attendons cela depuis plusieurs années : Mathieu Michel a tenu sa promesse ».

Avis négatif de l'Inspection des finances

Les frais de paiement que l'asbl paie pour le loyer de l'immense bâtiment n'ont pas été dits après la décision du gouvernement. Les montants sont indiqués dans l'avis que l'Inspection des finances a formulé au printemps 2024 sur le dossier. Ce conseil est négatif dans l'ensemble. Le gouvernement De Croo l'a donc mis de côté.

Extrait du rapport de l'Inspection des finances.

L'Inspection pose, entre autres, des questions sur le manque d'informations sur le master plan du Cinquantenaire . Après tout, en plus du musée de l'automobile, il comprend également les musées royaux d'art et d'histoire et le musée royal de l'armée et de l'histoire militaire.

Il n'y a pas de plans pour l'avenir plus large de l'ensemble du site, en particulier en vue de la célébration des 200 ans de la Belgique, au printemps 2024. « Par conséquent, il est impossible de se prononcer sur le fait qu'il est judicieux de maintenir Autoworld sur le site après 2030 », note l'Inspection des finances.

L'Inspection des finances constate, entre autres, qu'Autoworld explique à peine l'investissement promis de 8 millions d'euros

En outre, l'Inspection des finances note qu'il n'y a guère d'explications sur l'investissement promis de 8 millions d'euros par Autoworld, mais l'argument principal que l'asbl a mis sur la table pour prolonger le contrat jusqu'en 2041.

« L'argumentation du dossier se limite à quelques phrases. Elle ne mentionne que la taille du montant nécessaire pour augmenter l'attractivité du musée. C'est insuffisant pour évaluer si la demande d'Autoworld est fondée », écrit l'Inspection.

Le contrat lui-même prévoit la possibilité d'ajuster le prix à partir de 2030, après la fin des travaux. Mais cette éventuelle plus-value sera calculée par rapport au loyer de base extrêmement avantageux. Cette clause exclut une augmentation significative du loyer à un prix conforme au marché.

Pas de frais

Apache apprend qu'au moment où le contrat a été renouvelé, une importante entreprise automobile chinoise spécialisée dans les voitures électriques s'intéressait largement à l'espace. L'emplacement emblématique au cœur de la capitale européenne était dans l'image comme une salle d'exposition géante pour les voitures électriques en Europe.

Avec Guy Verhofstadt comme président du conseil d'administration et son père Herman De Croo comme président d'honneur, les lignes entre l'asbl et le gouvernement étaient courtes

Il y avait donc d'autres candidats possibles. Néanmoins, le gouvernement De Croo a mis de côté l'avis négatif de l'Inspection des finances. La déclaration du directeur général d'Autoworld - « Mathieu Michel a tenu sa promesse » - suggère qu'il y a eu beaucoup de lobbying pour prolonger le contrat de location extrêmement lucratif de onze ans.

Avec l'ancien Premier ministre Guy Verhofstadt (Open Vld) comme président du conseil d'administration d'Autoworld et Herman De Croo (Open Vld) comme président d'honneur, les lignes entre l'asbl et le gouvernement d'Alexander De Croo étaient au moins courtes.

En plus des politiciens, le conseil d'administration d'Autoworld comprend principalement des personnes actives dans le monde de l'importation et de la distribution de voitures (D'Ieteren), mais Bernadette Spinoy, PDG de TotalEnergies, en est également un administrateur.

Ces administrateurs, souligne Sébastien de Baere, exécutent leur mandat sans rémunération. « Nos administrateurs travaillent sur une base volontaire et ne reçoivent aucune compensation pour leurs performances. »

Institution culturelle

La composition du conseil d'administration indique qu'Autoworld fait partie du lobby automobile plus large et politiquement bien connecté.

Pourtant, le directeur général De Baere considère Autoworld comme une institution culturelle. Selon lui, cette mission explique également le loyer. « Autoworld est un musée privé qui est logé dans la structure juridique d'une asbl. Le loyer s'inscrit dans un « loyer culturel », car nous sommes une asbl et avons une mission culturelle. »

Sébastien de Baere (Autoworld) : « Nous voyons notre cas comme un exemple pour d'autres musées et organisations, une collaboration entre le public et le privé »

De Baere souligne également la contribution sociale indirecte. « Tant directement qu'indirectement, nous employons plus de trente personnes. Toutes les charges liées au bâtiment, telles que le chauffage et l'électricité, sont à notre charge, et nous ne pouvons pas compter sur l'aide structurelle du gouvernement. Nous considérons notre cas comme un exemple pour d'autres musées et organisations, une collaboration entre le public et le privé. »

La remarque de l'Inspection des finances sur le manque de garanties sur l'investissement rejette le directeur général. « Il y a deux semaines, nous avons eu une réunion avec M. L.Vrijdaghs, directeur de la Régie des Bâtiments (et ancien attaché du cabinet de Didier Reynders (MR), éd.), sur les investissements prévus. Nous tenons bien sûr la Régie des bâtiments - en tant que propriétaire du bâtiment - informée de l'évolution de notre projet. »

La direction des bâtiments n'a pas répondu à nos questions.